



Depuis maintenant plusieurs années, les lois de Finances successives, votées par les parlementaires, suppriment des emplois publics et ce dans toutes les administrations. A la direction générale des finances publiques plus de 20000 emplois ont été supprimés en 10 ans sur le territoire national, et ce, sous l'égide de la RGPP (révision générale des politiques publiques) puis maintenant sous celle de la MAP (modernisation de l'action publique).

Pour le département de l'Eure, cela s'est traduit concrètement par la disparition de 75 emplois depuis 2010 (soit environ la RAN de LOUVIERS) dont 14 nouvelles suppressions au 1/09/2014 sur une population actuelle de 700 agents mettant à mal l'ensemble des services dans la réalisation de leurs missions sans état des lieux .

La CGT finances publiques revendique l'arrêt des suppressions et un débat contradictoire sur le contenu des missions et leur réalisation au sein de notre administration, afin d'en tirer un réel bilan. Ce bilan montrerait, sans aucun doute, la nécessité de créer des emplois. La création d'emplois est une priorité gouvernementale rappelons-le.

Nous constatons aujourd'hui que nos missions répondent davantage à des impératifs d'ordre statistique plutôt qu'à un objectif de services publics à l'égard des différents acteurs (contribuables- collectivités locales ...) : Ceci est vrai en matière d'accueil de l'utilisateur , mais aussi concernant le contrôle fiscal, le recouvrement , la révision des valeurs locatives des locaux professionnels,...

La fiscalité est plus que jamais au cœur des débats, elle suscite interrogation légitime de nos concitoyens et démontre, à travers les affaires récentes, que le consentement à l'impôt ne peut être réalisé que si l'équité et la justice fiscale sont au rendez-vous, cela passe nécessairement par des moyens humains supplémentaires.

La direction départementale des finances publiques de l'Eure s'apprête à entériner ces 14 nouvelles suppressions d'emplois.

La CGT finances publiques a refusé de siéger à ce Comité Technique et a préféré s'adresser directement aux agents, ainsi qu'aux élus par le biais d'une lettre ouverte que vous trouverez sur notre site, à la presse et à la direction générale par un communiqué également sur notre site.

BERNAY**Suppression de postes
aux finances publiques****Des agents ont exprimé
leur mécontentement**

Plusieurs agents se sont rassemblés devant le centre des finances publiques de Bernay, hier midi. Ils dénoncent la suppression de 14 emplois dans plusieurs sites du département.

Ces suppressions se traduiront par des départs en retraite non remplacés et des reclassements. Elles seront effectives au 1er septembre 2014.

Une réduction d'effectif qui se fait « *au détriment des missions* », souligne Arnaud Talard, secrétaire départemental de la CGT Finances publiques. Et « *aura un impact à la fois sur l'assiette fiscale mais aussi sur la gestion des collectivités* ».

Les centres de finances publiques d'Évreux, Vernon et Louviers sont concernés par ces suppressions de postes.

Tout comme les trésoreries de Val-de-Reuil, Beaumont-le-Roger, La Saussaye, Breteuil-sur-Iton, Pacy-sur-Eure, Gisors et d'Évreux.



Bulletin d'adhésion

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

SECTION :

Actif Stagiaire Retraité

Je souhaite m'abonner à :

la Nouvelle Vie Ouvrière

Facultatif > Pour les agents A et A+

Adhésion à l'UGICT (secteur Cadres & Techniciens)

OUI NON

L'adhésion à l'Ugict n'entraîne pas de cotisation supplémentaire.

La revue « Option » est adressée à chaque adhérent à l'UGICT.

RESERVÉ À LA SECTION

Saisie CoGiTiel par la section

le : .. / .. /

Date de réception au bureau national,

le : .. / .. /

NOM :

Prénom :

Date de naissance : .. / .. /

Catégorie : Grade : Echelon :

Filière fiscale Filière publique

Adresse administrative :

Adresse pour l'envoi de la presse :

Adresse administrative Adresse personnelle (préciser) :

Tél. :

Mel :

Date : .. / .. / Signature :

Syndicat national CGT Finances Publiques - Case 450 ou 451 - 263 RUE DE PARIS 93514 MONTREUIL CEDEX - www.financespubliques.cgt.fr